

# Un Grenelle de la santé bucco-dentaire, était-ce utile ?

Comment chacun des futurs participants aux négociations conventionnelles a-t-il perçu le temps d'échange libre sur le financement de la santé bucco-dentaire lors du Grenelle de la santé bucco-dentaire ? Les trois présidents des syndicats dentaires représentatifs, Confédération nationale des syndicats dentaires (CNSD), Fédération des syndicats dentaires libéraux (FSDL) et Union des jeunes chirurgiens-dentistes (UJCD) sont unanimes sur l'intérêt de cette rencontre en amont des négociations. Chacun attend maintenant la suite...



**Catherine MOJAÏSKY**  
Présidente de la CNSD

## SENSIBILISER LES POUVOIRS PUBLICS

Nous n'avons pas pris de décisions révolutionnaires. L'essentiel est d'avoir partagé un constat, d'avoir mis en avant les risques qu'il y a à ne rien faire et d'affirmer ce vers quoi nous voudrions aller ensemble pour que les praticiens puissent exercer dans de bonnes conditions et que les patients soient bien pris en charge. La clé de tout est vraiment de sensibiliser les pouvoirs publics. Il faut qu'ils s'intéressent à notre spécialité et disent qu'ils ont envie que la population française soit bien prise en charge. Il faut absolument qu'une partie de notre activité soit privilégiée. J'attends de voir comment sera rédigé le livre blanc. Ce que Jean de Kervasdoué nous a dit sur l'énorme déficit de notre système social et son financement par des emprunts est important. À nous de nous montrer intelligents et de trouver des solutions qui aillent dans le sens de l'intérêt commun. Nous avons des idées.

## ACCORD SUR UN CONSTAT ET DES SOLUTIONS

L'enjeu était intéressant. Les participants à l'atelier « financement » - le nerf de la guerre - sont d'accord

sur un constat et sur les solutions. Nous sommes d'accord sur le fait que le praticien qui ne fait que du soin est en déficit, qu'il faut valoriser très substantiellement - à l'acte ou par capitation - les actes de prévention et qu'il faut quelque chose de spécifique pour les personnes handicapées et dépendantes. Tout le monde est aussi d'accord sur une revalorisation substantielle des soins pour que, déjà mathématiquement, il y ait une diminution du besoin en prothèses et en implantologie. C'est une avancée. Je participerai pour la troisième fois aux négociations conventionnelles, c'est la première fois que l'on part sur ces bases-là. La grande inconnue reste le réinvestissement de l'Assurance maladie et l'investissement des complémentaires ainsi que les contreparties demandées. On sait le financement très limité. J'ai tendance à dire qu'il y aurait déjà une avancée si on répartissait l'enveloppe existante autrement, en mettant la priorité sur la prévention et les soins. Il faut que les cabinets puissent vivre décemment.

## NOUS AVONS MONTRÉ QUE NOUS ÉTIIONS PRÊTS À DISCUTER

Nous avons eu de très bons échanges avec les partenaires alors qu'au départ, ils pensaient que nous étions dans l'opposition pure et dure. Nous leur avons montré que nous étions prêts à discuter et à trouver des solutions pérennes pour l'avenir de la profession. Ils sont surpris. Avec la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) et l'Union nationale des organismes complémentaires d'assurance maladie (Unocam), nous avons le même diagnostic. Sur le financement, les partenaires n'ont pas la clé du coffre-fort, il ne faut pas rêver. Mais s'ils arrivent à garder une enveloppe suffisamment importante pour valoriser les soins, nous sommes prêts à faire des efforts sur la traçabilité, à donner un gage de qualité sur les soins. Je pense que cette contrepartie va plus les intéresser qu'un plafonnement sur les prothèses. ●



**Philippe DENOYELLE**  
Président de l'UJCD



**Patrick SOLERA**  
Président de la FSDL